

BRÈVES ÉCONOMIQUES Service économique régional de Canberra

Le Service économique régional (SER) de Canberra est heureux de partager les brèves Australie, Nouvelle-Zélande, Pacifique du 19 décembre 2025 au 22 janvier 2026.

À Retenir

- Australie : Le gouvernement envisage des droits de douane sur les importations d'acier chinois
- Nouvelle-Zélande : VINCI renforce sa présence en Nouvelle-Zélande avec l'acquisition de Fletcher
- Pacifique : Les Fidji rejoignent la convention de l'OCDE pour lutter contre l'évasion fiscale

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

Nouvelle-Zélande

3,1 %

Inflation en hausse au
T4 2025

L'inflation au quatrième trimestre 2025 a atteint 3,1 % en glissement annuel, après 3,0 % au trimestre précédent. Il s'agit de la plus forte hausse des prix observée depuis le deuxième trimestre 2024. L'électricité a exercé une forte pression à la hausse sur les prix (+12,2 % en un an). Environ 80 % des produits pris en compte pour l'indice des prix à la consommation (IPC) ont vu leur prix augmenter en glissement annuel. Les loyers ont augmenté de 1,9 % par rapport au quatrième trimestre 2024. La baisse des prix des produits pharmaceutiques (-9,4 %) et du transport aérien intérieur (-7,7 %) a contribué à modérer l'inflation. L'inflation sous-jacente, qui exclut la nourriture, l'énergie et l'essence, reste stable à 2,5 % en glissement annuel. La Nouvelle-Zélande reste en dessous de la hausse des prix moyenne de l'OCDE, à 3,9 %, mais au-dessus de l'Union européenne (+2,3 %) et des États-Unis (+2,7 %). L'inflation se situe au-dessus de la fourchette-cible de la Banque de réserve et dépasse sa prévision de novembre 2025 (+2,7 %). Si les pressions inflationnistes persistent, la Banque de réserve pourrait être amenée à augmenter le taux directeur dès septembre, en dépit de la volonté affichée de le maintenir à 2,25 % pour soutenir l'économie. [RNZ](#), [StatsNZ](#)

AUSTRALIE

Le gouvernement envisage des droits de douane sur les importations d'acier chinois

Le gouvernement australien envisage l'instauration de droits de douane et de quotas sur les importations d'acier manufacturé, principalement en provenance de la Chine, face aux inquiétudes croissantes de l'industrie locale. Le Trésorier, Jim Chalmers, a annoncé la saisine de la *Productivity Commission* afin d'enquêter sur des pratiques présumées de dumping et d'évaluer la pertinence de mesures de sauvegarde au titre des règles de l'OMC. Selon l'*Australian Steel Institute*, les importations d'acier fabriqué ont atteint environ 700 000 tonnes par an, mettant sous forte pression les fabricants australiens, confrontés à une concurrence jugée déloyale. Le secteur évoque des fermetures de sites et des suppressions d'emplois. Toute décision de restriction testerait toutefois le fragile apaisement commercial rétabli entre Canberra et Pékin après plusieurs années de tensions, dans un contexte international déjà marqué par la multiplication des mesures protectionnistes. [AFR](#)

Le gouvernement veut réduire sa contribution aux dépenses en services réglementaires à l'export

Le gouvernement fédéral a indiqué son intention de modifier les conditions pour les opérateurs à l'export qui utilisent des services réglementaires (certification, inspection et autres). En effet, il souligne que les contributions actuellement collectées ne couvrent pas les coûts totaux : en 2024-25, ceux-ci ont représenté 186,5 M AUD contre 151,9 M AUD collectés auprès des filières ; sur les trois dernières années financières, le gouvernement a dû apporter 138 M AUD supplémentaires pour couvrir la différence. L'objectif du changement, qui sera mis en œuvre progressivement sur trois ans à partir du 1^{er} juillet 2026, est de faire peser 90 M AUD de ce surcoût sur les opérateurs, pour que le gouvernement soit à l'équilibre. Le secteur agricole s'inquiète de ce changement et du potentiel surcoût pesant sur les producteurs ; il demande un principe d'équité entre les différents secteurs économiques concernés, rappelant que l'agriculture australienne dépend de l'export, y consacrant les trois quarts de sa production, et souligne le manque d'efficacité de certains services réglementaires. [DAFF](#), [Farmonline](#), [NFF](#), [GPA](#)

L'inflation recule à 3,4 % en novembre 2025

L'inflation a reculé à 3,4 % en novembre en glissement annuel, après 3,8 % en octobre. Les prix sont restés stables sur un mois pour la deuxième fois consécutive. La modération de l'inflation est soutenue par la baisse des prix de l'habillement (-3,1 % en un mois) et des loisirs (-1,1 %), deux postes de dépense profitant des soldes de fin d'année. L'électricité continue d'exercer une forte pression à la hausse sur les prix (+6,8 % depuis octobre et +19,7 % en un an). L'éducation (+5,4 %) et le logement (+5,2 %, incluant l'électricité) sont les postes de dépense ayant connu les hausses des prix les plus fortes sur un an. L'inflation est moins importante qu'attendue : la banque centrale prévoyait une hausse de 3,6 % et l'inflation à moyenne

tronquée, mesure privilégiée par la banque centrale qui exclut les variations les plus fortes, s'est réduite à 3,2 %, contre 3,3 % en octobre. Malgré cette bonne orientation, les indicateurs restent au-dessus de la fourchette-cible de la banque centrale. Le Trésorier Jim Chalmers a accueilli ces résultats avec prudence, rappelant que l'inflation restait trop élevée pour le gouvernement. La hausse du taux directeur est une option envisagée par la Banque centrale, alors que le marché du travail affiche des signes de renforcement en décembre : le taux de chômage a diminué à 4,1 %, contre 4,3 % en novembre. Une décision est attendue lors de la prochaine réunion du conseil d'administration prévue le 3 février. [ABS](#), [AFR](#), [ABC](#)

L'agriculture australienne devrait battre son record de valeur brute de production en 2024-25, à 106,4 Md AUD

D'après le département fédéral de l'agriculture, le secteur agricole australien devrait battre son record historique de valeur brute de production à l'occasion de la campagne 2024-25. A la faveur de prix élevés pour le bétail et d'une stabilisation de la valeur des grandes cultures, l'ensemble comprenant les filières agricole, forestière et halieutique devrait atteindre 106,4 Md AUD de valeur brute, et réaliser 83,9 Md AUD de chiffre d'affaires à l'export, nouveau record également. La récolte de grains d'hiver, estimée à 66,3 millions de tonnes, deuxième niveau historique et 35% au-dessus de la moyenne décennale, contribue fortement à cette performance. [Minister Collins](#), [DAFF](#), [Farmonline](#), [ABARES](#)

La Chine restreint ses importations de bœuf depuis plusieurs pays, dont l'Australie significativement impactée

Le 1^{er} janvier 2026, les autorités chinoises ont annoncé la mise en place de contingents tarifaires pour limiter les importations de viande de bœuf, dénoncées par sa filière domestique comme une menace. Le ministère chinois du commerce avait annoncé le 27 décembre 2024 diligenter une enquête visant à déterminer si les importations avaient augmenté en proportion de la production nationale, et si des mesures de sauvegarde étaient nécessaires. A compter du 1^{er} janvier 2026 et pour une durée de 3 ans, les principaux exportateurs de viande bovine vers la Chine se voient imposer un tarif de 55 %, au-delà de contingents tarifaires définis pour être proportionnels à leur poids dans les importations chinoises. Ainsi l'Australie sera limitée par un contingent tarifaire de 206 000 tonnes (soit 8 % des importations chinoises), avec une montée progressive sur les trois années. Le secteur australien de la viande bovine regrette vivement cette mesure qu'il juge dévastatrice, le quota étant fixé significativement en-dessous des plus de 300 000 t exportées par l'Australie vers la Chine en 2025 (et 216 000 t en 2024). Ces annonces interviennent dans un contexte toujours porteur pour la filière australienne, qui cependant devrait faire face en 2026 à la recapitalisation des cheptels australien et américain ; à un possible nouvel accord commercial entre les États-Unis et la Chine ; et à la possible arrivée de bœuf brésilien sur le marché japonais. [Farmonline](#), [ABC](#), [The Guardian](#), [Farmonline](#)

Premières annonces sur les minéraux inclus dans la réserve stratégique de minéraux critiques

Le gouvernement fédéral a annoncé que les premiers minéraux inclus dans la réserve stratégique sont l'antimoine, le gallium et les terres rares. Ils sont essentiels pour la fabrication de technologies liées aux énergies propres et de technologies de pointe, ainsi que pour le matériel militaire avancé. L'antimoine est utilisé dans les batteries de stockage, les équipements de vision nocturne et les matériaux ignifuges haute performance. Le gallium est utilisé dans les semi-conducteurs avancés qui équipent les systèmes radar et les télécommunications, et les terres rares le sont dans les aimants permanents haute performance, essentiels pour les appareils d'IRM, les avions de chasse et les éoliennes. La réserve comprend 1 Md AUD destinés à des transactions, qui seront prélevés sur le fonds *Critical Minerals Facility* de 5 Md AUD pour les minéraux essentiels. Ce fonds fournit actuellement des prêts et des prises de participation pour des projets liés aux minéraux essentiels et sera élargi pour cette nouvelle mission. [Department of Industry Science and Resources](#)

Certains grands sites émetteurs pourraient être exclus de la principale politique de réduction des émissions

Selon une étude du cabinet de conseil RepuTex (qui a conçu le programme initial pour le Parti travailliste en 2022), près d'un quart des installations soumises au programme phare du gouvernement en matière de réduction des émissions industrielles (*Safeguard Mechanism*) ne seront plus réglementées par cette politique d'ici 2035, à moins que le gouvernement fédéral n'apporte des modifications majeures à la conception du programme. Cette politique s'applique aux installations des secteurs minier, pétrolier et gazier, manufacturier, des transports et des déchets, et leur impose soit de réduire leurs émissions de 4,9 % par an soit d'acheter des crédits pour compenser la différence. Le seuil d'inclusion dans le mécanisme est fixé à 100 000 tonnes d'équivalent dioxyde de carbone par an, ce qui limite le dispositif à environ 200 sites les plus émetteurs du pays, notamment les grands projets liés au charbon et au gaz. Mais la modélisation montre que plus de 50 installations « sortiraient » du mécanisme de sauvegarde au cours des dix prochaines années si aucun changement n'était apporté au seuil. En effet, les obligations annuelles de réduction des émissions conduiraient progressivement une partie des grands émetteurs à passer sous le seuil d'inclusion de 100 000 tonnes d'équivalent CO₂ par an, les excluant mécaniquement du dispositif. Le gouvernement s'est engagé à procéder à une révision majeure du mécanisme de sauvegarde en 2026. [AFR](#)

Quatre contrats majeurs attribués pour Sydney Metro West

Le gouvernement de la Nouvelle-Galles du Sud a attribué quatre contrats clés dans le cadre du projet Sydney Metro West, une ligne de 24 km de métro souterrain entre le centre de Sydney et les banlieues ouest, avec une ouverture prévue en 2032. John Holland a obtenu le contrat « *Linewide* » pour fournir 60 km de voies, les systèmes ferroviaires, un dépôt de maintenance de 38 hectares ainsi que l'équipement ferroviaire dans les tunnels. L'entreprise *Gamuda*, avec *Laing O'Rourke*, construira cinq nouvelles gares souterraines (Westmead, North Strathfield, Burwood North, Five Dock, The Bays). Le Consortium Metro Trains West qui regroupe MTR

(opérateur de transports publics hongkongais) et CRRC (entreprise publique chinoise) fournira 16 trains automatisés de nouvelle génération et assurera 15 ans d'exploitation et de maintenance après l'ouverture. Enfin, le Metropolis Consortium, qui comprend Lendlease, Mirvac, et Coombes Property Group développera la station de Hunter Street et deux bâtiments commerciaux au-dessus. Ces contrats totalisent environ 11,5 Md AUD et marquent une étape majeure vers la réalisation du projet. [Sydney Metro](#)

Wesfarmers affecté par l'effondrement d'Infinity Pharmacy

Le groupe australien Wesfarmers subit un impact financier estimé à plus de 100 M AUD après l'échec de la chaîne Infinity Pharmacy, placée en liquidation judiciaire. Infinity, un réseau de pharmacies indépendantes soutenu par des accords d'approvisionnement groupé, avait accumulé des stocks excessifs, entraînant des pertes importantes pour ses principaux créanciers et partenaires commerciaux. Wesfarmers, via ses activités de distribution et de gros pharmaceutique, figure parmi les acteurs exposés, aux côtés d'autres fournisseurs et établissements financiers. [AFR](#)

NOUVELLE-ZELANDE

Luxon défend son bilan économique lors du discours sur l'état de la Nation

Le Premier ministre Christopher Luxon a prononcé le 19 janvier le traditionnel discours sur l'état de la Nation. Le chef du gouvernement, au pouvoir depuis 2023, y a défendu son bilan et évoqué ses futurs objectifs, à quelques mois des élections générales. Le leader du Parti national a reconnu la lenteur de la reprise économique, alors que la Nouvelle-Zélande doit composer avec un chômage en hausse, un déficit budgétaire dépassant les prévisions, une croissance atone et une forte émigration. Luxon s'est toutefois montré optimiste sur les perspectives économiques du pays, soulignant le recul de l'inflation et la baisse du taux directeur décidée par la Banque de réserve. L'assainissement des comptes publics reste la priorité du gouvernement : Luxon a annoncé une baisse des dépenses publiques et a exclu tout programme de stimulus économique. Dans un contexte de mécontentement face à la situation économique, le Parti travailliste de Christopher Hipkins part favori pour les élections générales qui se tiendront le 7 novembre. [RNZ](#)

La Chine restreint ses importations de bœuf en provenance de plusieurs pays, dont la Nouvelle-Zélande

Le 1^{er} janvier 2026, les autorités chinoises ont annoncé la mise en place de contingents tarifaires pour limiter les importations de viande de bœuf, dénoncées par sa filière domestique comme une menace. Le ministère chinois du commerce avait annoncé le 27 décembre 2024 diligenter une enquête visant à déterminer si les importations avaient augmenté en proportion de la production nationale, et si des mesures de sauvegarde étaient nécessaires. A compter du 1^{er} janvier 2026 et pour une durée de trois ans, les principaux exportateurs de viande bovine

vers la Chine se voient imposer un tarif de 55 %, au-delà de contingents tarifaires définis pour être proportionnels à leur poids dans les importations chinoises. Ainsi la Nouvelle-Zélande sera limitée par un contingent tarifaire de 206 000 tonnes (soit 8 % des importations chinoises), montant à 214 000 tonnes sur les trois années. Le ministre néo-zélandais du Commerce et de l'Agriculture, M. Todd McClay, a estimé que la Nouvelle-Zélande ne devrait pas être pénalisée par cette décision, ayant exporté vers la Chine 150 000 tonnes par an dans les deux dernières années. [Beehive](#)

La Nouvelle-Zélande conclut un accord de libre-échange avec l'Inde

Après 9 mois de négociations et une accélération des discussions en fin d'année, le gouvernement a annoncé le 22 décembre avoir conclu un accord de commerce avec l'Inde. Celui-ci élimine progressivement sur 10 ans les droits sur 95 % des exportations néo-zélandaises, dont 57% dès l'entrée en vigueur notamment sur la viande ovine, la laine et la plupart des produits du bois. À terme, la Nouvelle-Zélande aura un accès sans droits au marché indien également pour les moules, le saumon, le kiwi (sous contingent), les cerises, les avocats, les baies, le lait infantile en vrac, entre autres. Des fortes réductions de droits auront lieu notamment sur les vins, le miel de Manuka, et les pommes. L'accord inclut par ailleurs des dispositions sur les indications géographiques similaires à celles opérant dans l'accord avec l'UE. L'accord devrait être signé au premier semestre 2026. Le ministre du Commerce, M. Todd McClay, a souligné l'importance de cet accord pour retrouver des conditions de concurrence équitable avec des compétiteurs, notamment l'Australie sur la viande ovine. Durant les négociations, il avait été craint que l'objectif de conclure avant la fin 2025 ne se fasse au détriment d'une issue optimale d'un point de vue commercial. Si les filières du vin, de l'horticulture (pommes, kiwis) et de la viande rouge ont salué la conclusion de l'accord, la filière laitière a quant à elle exprimé sa déception. Elle estime insuffisante l'ouverture du marché indien (notamment sur le beurre et le fromage) et compte sur des négociations futures pour améliorer l'accord, appelant à définir avec le gouvernement une stratégie ciblée pour soutenir les exports laitiers néo-zélandais. Le Vice Premier ministre, M. Winston Peters, a par ailleurs annoncé qu'il voterait contre l'accord, qu'il juge mauvais car trop en faveur de l'Inde notamment sur l'immigration sans contrepartie sur les exportations laitières néo-zélandaises. La représentation de la communauté maorie a également critiqué l'accord, sur son processus, qu'elle juge n'avoir pas respecté l'obligation de l'associer de manière transparente aux négociations commerciales pouvant la concerner. Certains pays du Pacifique espèrent par ailleurs bénéficier indirectement de l'accord, n'ayant généralement pas les capacités de négocier directement avec l'Inde. [Beehive](#), [Beehive](#), [NZ Herald](#), [RNZ](#), [RNZ](#), [The Post](#), [Stuff](#), [Newsroom](#), [Te Ao Maori News](#), [NZ Wine](#), [DCANZ](#), [Fonterra](#), [HortNZ](#), [MIA](#), [PMN](#)

Le gouvernement allège les contraintes liées au *Resource Management Act*

Le 11 décembre, le gouvernement a déposé au Parlement deux projets de loi visant à remplacer le *Resource Management Act* : le *Planning Bill* et le *Natural Environment Bill*. L'objectif est de répondre aux demandes du secteur agricole, qui dénonce les contraintes environnementales freinant la production. Le principe poursuivi est de passer d'un système d'autorisation par

activité, à un système reposant sur les plans de gestion des eaux douces définis par les exploitations agricoles, qui donnent alors accès automatiquement à certaines activités sans qu'une autorisation spécifique soit nécessaire. Les nouveaux textes simplifient ainsi les procédures pour les agriculteurs, en réduisant les exigences en matière d'autorisation pour la gestion des ressources, en harmonisant les règles applicables au niveau local, et en déréglementant plus fortement les zones à faible risque. Le secteur agricole a accueilli favorablement cette annonce, tout en soulignant l'importance d'assurer une transition entre les systèmes actuel et futur, son attachement au pouvoir de décision local, et reste dans l'attente des paramètres techniques précis. [Beehive](#), [Ministry for the Environment](#), [DairyNZ](#), [BeefLambNZ](#)

BlackRock abandonne son projet de fonds climatique néo-zélandais de 2 Md NZD

La plus grande société de gestion d'actifs au monde a discrètement abandonné son projet de fonds climatique de plusieurs milliards de dollars destiné à aider la Nouvelle-Zélande à atteindre 100 % d'énergies renouvelables, quelques années seulement après avoir déclaré que cette initiative pourrait servir de modèle mondial. La multinationale américaine BlackRock insiste cependant sur le fait qu'elle reste engagée dans ses activités en Nouvelle-Zélande. En août 2023, le gouvernement travailliste de l'époque avait vanté la participation de BlackRock à ce fonds d'infrastructure climatique unique en son genre, la société ayant attiré un investissement initial de 2 Md NZD pour des projets d'énergie renouvelable tels que le stockage par batterie, la production d'énergie éolienne et solaire, ainsi que la recharge de véhicules électriques. [Newsroom](#)

VINCI renforce sa présence en Nouvelle-Zélande avec l'acquisition de Fletcher

Le groupe VINCI Construction a signé un accord pour acquérir Fletcher Construction, filiale du néo-zélandais Fletcher Building, une étape stratégique pour renforcer sa position sur le marché des infrastructures en Nouvelle-Zélande. Fletcher Construction, créée en 1909, emploie environ 2 300 personnes et réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ 630 M€, avec des activités couvrant les travaux hydrauliques, maritimes, portuaires, aéroportuaires, ferroviaires et routiers, ainsi qu'un développement croissant dans les énergies renouvelables. L'opération, soumise à l'approbation des autorités compétentes, devrait être finalisée courant 2026 et positionne VINCI comme un acteur majeur des travaux publics et de la construction aux côtés de sa filiale déjà présente, HEB Construction. Le groupe français avait déjà généré plus de 900 M€ de revenus en Nouvelle-Zélande en 2024, et l'acquisition de Fletcher Construction vise à consolider sa croissance dans ce marché dynamique de l'infrastructure. [Vinci](#)

PACIFIQUE

Les Fidji rejoignent la convention de l'OCDE pour lutter contre l'évasion fiscale

La visite d'Esrom Immanuel, ministre des Finances fidjien, à Paris a donné lieu à la signature de la Convention multilatérale sur l'assistance administrative mutuelle sur les questions fiscales. Le pays devient la 152^{ème} juridiction à rejoindre la convention de l'OCDE, l'instrument le plus important de la coopération fiscale internationale, supervisant 8 000 relations d'échange d'informations. Le ministre des Finances s'est félicité de la signature de la convention, jugeant que le pays bénéficiera d'une meilleure intégration au sein de la communauté internationale et renforcera les garanties de transparence sur les sujets fiscaux. La signature de la convention constitue également une étape importante pour sortir le pays de la liste noire de l'Union européenne des pays et territoires non-coopératifs à des fins fiscales. Le gouvernement fidjien s'est engagé à adapter son cadre légal aux provisions de la convention et a affiché son intention de continuer à collaborer avec le Secrétariat du Forum mondial de l'OCDE pour accompagner son adaptation. [Fiji Times](#)

Les Samoa suppriment les exonérations fiscales des entreprises étrangères pour sortir de la liste noire européenne

Le Parlement des Samoa a adopté en janvier 2026 une réforme supprimant les exonérations fiscales accordées aux entreprises étrangères enregistrées sous le régime de 1988. Cette mesure vise principalement à obtenir le retrait du pays de la liste noire de l'Union européenne des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales. La réforme concerne les sociétés immatriculées auprès de la Samoa International Financial Authority (SIFA). L'impact sur les finances publiques de la mesure reste incertain, certaines entreprises pouvant choisir de se retirer du marché samoien plutôt que de se conformer au nouveau cadre fiscal. L'opposition craint une perte d'attractivité pour les investissements directs étrangers et plaide pour une fiscalité plus incitative. [Samoa Observer](#)

Accès élargi au financement pour les petites entreprises au Vanuatu et aux Îles Salomon

Un nouveau partenariat de financement a été annoncé fin décembre 2025 pour soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) au Vanuatu et aux Îles Salomon, renforçant l'écosystème économique du Pacifique insulaire. Dans ce cadre, l'*International Finance Corporation* (IFC), branche de la Banque mondiale, s'est associée à la BRED pour offrir une facilité de garantie de prêts jusqu'à 10 M USD, permettant à la BRED Vanuatu et la BRED des Îles Salomon d'accroître leur prêt aux PME et clients commerciaux locaux. Cette initiative vise à réduire les risques encourus par les banques lors de l'octroi de crédits dans des économies souvent confrontées à des défis comme l'accès limité aux capitaux et la vulnérabilité aux chocs climatiques, favorisant ainsi la croissance, la création d'emplois et l'investissement productif dans ces pays. [PMN](#)

PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

	Population (M)	PIB (Md USD)	PIB/hab	Croissance (%)			Solde courant (% du PIB)	Dettes publique brute (% du PIB)	Taux de chômage (%)	Taux directeur (%)	Inflation (%)
		2025	2025	2024	2025 (p)	2026 (p)	2025	2025			
Australie	27,6 (T2 2025)	1 830	65 946	1,0	1,8	2,1	-1,8	51,0	4,1 (Dec-25)	3,6 (Août-25)	3,4 (Nov-25)
Nouvelle-Zélande	5,3 (T3 2025)	263	49 383	-0,6	0,8	2,2	-4,7	53,2	5,3 (Sept-25)	2,25 (Nov-25)	3,1 (Dec-25)

	Population (M)	PIB (Md USD)	PIB/hab (USD)	Croissance (%)			Compte courant (% du PIB)	Dettes publique (% du PIB)	IDH (rang mondial)	Inflation (%)
	2024	2024	2024	2024	2025 (p)	2026 (p)	2024	2024	2025	2024
Papouasie-Nouvelle-Guinée	12,5	31,9	2 548	3,8	4,7	3,5	15,2	53,7	160	0,7
Fidji	0,9	6,0	6 466	3,5	3,2	3,1	-7,8	79,1	111	1,3
Îles Salomon	0,8	1,8	2 271	2,5	2,7	2,8	-3,7	22,1	156	5,6
Vanuatu	0,3	1,1	3 159	0,9	1,7	2,8	-15,4	45,3	146	-0,7
Samoa	0,2	1,2	5 573	4,6	2,7	3,2	4,4	25,2	122	0,8
Kiribati	0,1	0,3	2 425	5,3	3,9	3,2	-19,3	9,9	140	2,9
Tonga	0,1	0,6	5 636	2,1	2,7	2,3	-3,8	37,0	92	6,4
Micronésie	0,1	0,5	4 958	0,7	1,0	1,4	1,1	10,9	149	3,0
Îles Marshall	0,04	0,3	7 395	3,0	2,5	4,1	14,0	13,2	108	5,7
Palaos	0,02	0,3	17 889	12,0	4,5	3,3	-22,2	66,3	84	2,3
Nauru	0,01	0,2	13 500	1,6	2,1	1,9	6,2	17,4	124	12,3
Tuvalu	0,01	0,1	5 600	3,1	3,0	2,6	7,3	7,0	129	4,5

Sources : FMI et données nationales

Evénements à venir			
Brisbane	12 Février	Economic Outlook Briefing with Paul Bloxham	Inscrivez-vous ici
Auckland	24 Février	Climate drinks with team for the planet	Inscrivez-vous ici
Virtuel	26 février	France Virtual Business Opportunities Seminar 2026 with Pacific Countries	Inscrivez-vous ici

Vous avez manqué nos dernières brèves ? Retrouvez-les ici

[LinkedIn du SER de Canberra](#)

[Site internet du SER de Canberra](#)

Pour recevoir nos brèves directement dans votre boîte mail, [inscrivez-vous en cliquant ici.](#)

Clause de non-responsabilité : Les Brèves économiques du Service économique régional de Canberra, rédigées à partir d'informations publiques, sont à but strictement informatif. Le SER décline toute responsabilité quant à l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elles contiennent.

SER de Canberra

6 Perth avenue Yarralumla, Canberra ACT 2600, AUSTRALIE

Vous avez reçu cet email parce que vous vous êtes inscrit à notre newsletter.

[Se désinscrire](#)